

«Donner un nouveau visage à l'école»

«L'école a un grand potentiel d'évolution», dit Michael Eckhart, directeur de l'institut de pédagogie curative de la Haute école pédagogique de Berne. Il plaide pour que l'on reconnaisse et utilise mieux la chance de la diversité à l'école. Une question de démocratie.

Entretien: Susanne Schanda – Illustration: Svenja Plaas

Par intégration, on entend avant tout l'abolition des petites classes au sein de l'école ordinaire. Ces dernières années, bon nombre d'entre elles ont été fermées.

Parallèlement, le nombre d'enfants en école spécialisée a augmenté. Qu'est-ce que cela signifie pour l'intégration?

Michael Eckhart: Ces dernières années, le nombre d'enfants et de jeunes issus de la migration fréquentant les classes spéciales a doublé. Ces enfants viennent de différentes couches sociales et rencontrent des problèmes au niveau de la langue. C'est pourquoi ils sont souvent placés dans des écoles spécialisées. Mais il n'y a pas que ces enfants qui sont placés en école spécialisée: tous ceux qui ne peuvent pas être correctement soutenus par l'école ordinaire avec ses ressources actuelles sont concernés. Parmi ceux-ci, on trouve les enfants avec un handicap mental.

A partir d'un certain taux d'hétérogénéité, un enseignant ne peut plus gérer une classe seul. Il faut en finir avec cette idée du combattant solitaire. Chaque enseignant devrait fonctionner dans une équipe pluridisciplinaire.

Quels effets a ce regroupement au sein des classes d'écoles spécialisées pour les enfants avec un handicap?

Des recherches sur le sujet existent uniquement au sein de l'école ordinaire. Dans les écoles ordinaires, la diversité culturelle n'a pas d'effet négatif sur les enfants suisses. Il y a même des avantages au niveau du comportement social. L'acceptation réciproque augmente: dans les classes hétérogènes, on apprend à gérer la diversité. Et en ce qui concerne les performances scolaires, les enfants de niveau moyen ou doués ne sont pas moins performants dans une classe hétérogène. Dans les écoles spécialisées, il faut cependant noter que la diversité n'a pas d'emblée un effet positif sur le développement des enfants avec un handicap mental. Cela est particulièrement vrai quand toujours plus d'enfants avec des troubles du comportement sont placés en école spécialisée. Cela peut provoquer des effets de groupe défavorables.



L'école pour tous a pour objectif de permettre à chaque enfant de développer son potentiel de manière individuelle. La pédagogie spécialisée et ordinaire devrait y participer. Pourquoi est-ce que cela ne fonctionne généralement pas?



Michael Eckhart de la HEP de Berne.

A partir d'un certain taux d'hétérogénéité, une enseignante ou un enseignant ne peut plus gérer une classe tout seul. Il faut en finir avec cette idée du combattant solitaire.

Chaque enseignant devrait fonctionner dans une équipe pluridisciplinaire. Les parents jouent également un rôle très important dans l'histoire et la réussite de l'intégration scolaire. Jusqu'à aujourd'hui les mouvements en faveur de l'intégration ont été initiés par les parents. Il reste que de nombreux enseignants voient les parents comme une menace. Cela doit changer. On ne peut pas se passer de leur savoir.

Qu'entendez-vous par «équipe pluridisciplinaire»?

Il s'agit d'une équipe qui devrait comprendre – outre l'enseignant – des parents, des professionnels en pédagogie spécialisée, en socio-pédagogie, en psychologie, des enseignants d'autres branches, ainsi que des assistants et assistantes – soit des personnes aux compétences diverses qui se complètent et se renforcent. La grande diversité des enfants oblige l'intervention de différentes compétences. Cela est uniquement possible dans un grand groupe. L'organisation des classes par tranche d'âge atteint ici ses limites. Au sein de plus grandes unités, on a la possibilité de travailler en atelier et groupes.

Quand un enfant avec un handicap mental est intégré, il est souvent seul. Ne serait-ce pas mieux de placer plusieurs enfants avec un handicap dans une classe?

Les situations uniques sont souvent problématiques. Une telle intégration peut s'avérer intéressante, mais aussi conduire à la stigmatisation et l'exclusion de l'élève, justement parce qu'il est un cas à part. Si l'intégration d'enfants avec des prédispositions diverses était normale, il serait aussi plus normal au sein des classes d'être différents. Cela ne signifie pas que les enfants handicapés ne peuvent pas se considérer comme un groupe et s'identifier à des pairs. Mais simplement qu'ils ne le feront alors plus dans un espace artificiellement protégé. Il s'agit au fond de profiter des chances offertes par l'hétérogénéité: celles de donner un nouveau visage à l'école et de ne plus considérer la différence comme un obstacle à surmonter.

Les parents doivent-ils s'engager encore plus au sein de l'école?

Je voudrais les encourager dans ce sens. Mais c'est aussi frustrant pour les parents quand ils ne sont pas écoutés et que leurs proposi-

tions ne sont pas prises en compte. Cela exige beaucoup de force. Parfois les parents abandonnent la voie de l'intégration pour placer leur enfant en école spécialisée. L'intégration en est encore à ses tous débuts. Il reste encore beaucoup à faire.

Il faut profiter des chances offertes par l'hétérogénéité: celles de donner un nouveau visage à l'école et de ne plus considérer la différence comme un obstacle à surmonter.

Comment est-ce que l'école ordinaire peut-elle s'adapter aux besoins des enfants avec limitations cognitives?

Les enfants avec un handicap mental ne forment pas un groupe homogène. Il s'agit donc d'appréhender chaque situation de façon individuelle et de procéder aux adaptations possibles, tout en respectant les intérêts des autres élèves. Il faut créer des cours et des offres qui dépassent les frontières entre l'école, le corps enseignant et les parents et qui permettent d'avoir un vrai dialogue, comme des workshops communs et des tandems. Nous voulons travailler en ce sens avec insiême. C'est notre grande chance: apprendre des uns et des autres. Cela a été trop peu fait jusqu'à aujourd'hui.

Quelle serait l'école intégrative de vos rêves?

Ma vision est une école où l'on n'essaie non pas d'adapter l'élève à l'école, mais de façonner l'école de telle manière à ce qu'elle s'adapte aux différentes facettes des enfants. Cela ne concerne pas seulement les enfants avec limitations cognitives. Une école adaptée ne doit créer ni de groupes ni de frontières et ne peut exclure des enfants de façon systématique. Aujourd'hui on ne sépare plus les garçons des filles. Il en allait autrement autrefois. Il a fallu se battre pour changer cela. Les résistances ont été grandes. Mais aujourd'hui, cela ne fait plus débat: la coéducation est importante. Les enfants doivent aller à l'école ensemble.

L'école publique est responsable pour tous les enfants. La tâche de l'école au sein d'une société démocratique est d'assurer à tous les enfants les mêmes chances d'aller à l'école. Cette égalité de traitement prend racine dans la reconnaissance des différences. Même lorsqu'elles sont extrêmes. La démocratie est au centre et l'intégration est l'effort constant pour atteindre cette démocratie. ●



Deux enfants, deux intégrations

Alors que la question de l'inclusion scolaire est d'actualité dans le canton de Genève, deux familles genevoises nous racontent l'intégration scolaire de leur enfant. Ces deux parcours aux trajectoires très différentes montrent que si l'intégration est possible, elle fait encore face à de nombreux obstacles.

Texte: France Santi – Illustration: Svenja Plaas

Alexis a bientôt 15 ans. Il est en dernière année de cycle d'orientation – en section Communication et technologie (CT). Le jeune homme porteur d'une trisomie 21 ne sait pas encore le chemin qu'il prendra une fois le cycle fini. Est-ce qu'il fera une année supplémentaire pour consolider ses compétences scolaires en milieu ordinaire? Ou est-ce qu'il entrera dans une structure spécialisée pour finir sa scolarité obligatoire avant de préparer une future formation professionnelle initiale? «Rien n'est encore arrêté. Nous devons encore en discuter tous ensemble. Pour l'instant, Alexis peut s'imaginer toutes ces variantes. Et nous aussi», dit Philippe Bavarel, le père d'Alexis.

Une intégration toute naturelle

Face à ces nouvelles étapes, le père d'Alexis semble serein. Une sérénité à l'image du parcours scolaire intégratif réussi de son fils. Alexis a en effet passé toute sa scolarité en école ordinaire, sans connaître de véritables accros. «Les choses se sont faites naturellement», confirme Philippe Bavarel. Il souligne que certains atouts étaient de leurs côtés: «Alexis a un frère et une sœur plus grands que lui. Les gens du jardin d'enfants connaissaient notre famille. Quand on a annoncé son handicap, ils nous ont tout de suite dit qu'il ne fallait pas nous inquiéter; qu'ils allaient bien sûr accueillir Alexis.»

Le passage à l'école enfantine s'est fait tout aussi aisément. Là aussi, la famille a profité de son ancrage dans le quartier. Et puis la mère d'Alexis était alors institutrice. «Cela a sans doute aidé à rendre les collègues plus réceptifs.» Mais si tout s'est bien passé, c'est aussi parce que l'OMP (ndlr. Office médico-pédagogique – responsable à Genève de l'enseignement spécialisé) a joué le jeu et accepté l'idée qu'Alexis passe la plus grande partie de sa scolarité en classe ordinaire.

«En tant que parents, si on est trop dans la revendication, on risque de braquer. L'équilibre est difficile à trouver.»

A part quelques aménagements d'horaire – pour suivre ses traitements de logopédie ou pour bénéficier d'appuis au centre de pédagogie spécialisée –, Alexis a généralement suivi le même programme que les autres élèves. Au cycle son programme a été allégé de l'allemand et des maths. Parallèlement, le jeune garçon a bien entendu bénéficié et bénéficie toujours de mesures d'enseignement spécialisé. En primaire, une enseignante spécialisée venait dans la classe.

Au cycle, un enseignant spécialisé dispose d'une demi-journée par semaine pour Alexis, soit pour lui donner des appuis individuels, soit pour travailler avec les enseignants sur les adaptations des contenus et sur des évaluations.

Un travail indispensable car avec les années, le décalage entre Alexis et les autres élèves s'est agrandi et les objectifs scolaires diffèrent de plus en plus. Les sujets traités restent par contre les mêmes.

Difficile de garder l'équilibre

Bien sûr, tout n'a pas toujours été facile. Il y a eu parfois des désaccords. Sur les horaires, les activités à privilégier, voire la qualité des adaptations proposées à Alexis. Encore dernièrement, Philippe Bavarel a vu son fils face à un devoir d'histoire pas vraiment adapté. Il aurait pu prendre le téléphone. Mais il a préféré laisser couler. Et attendre une prochaine rencontre avec l'enseignant spécialisé pour en parler. C'est sa façon de fonctionner. C'est une question de stratégie, comme il dit. «En tant que parents, si on est trop dans la revendication, on risque de braquer. Il faut trouver le juste équilibre. C'est un exercice difficile qui demande de savoir être fermes, de dire les choses, tout en lâchant parfois du lest.»

«On nous a d'abord dit que tout serait possible. Et puis d'un coup, il a été décidé que Sacha ne serait intégré qu'à 50%.»

La difficulté de trouver le juste équilibre Barbara Fouquet-Chauprade connaît bien. Maman de Sacha, elle aurait bien voulu que son fils soit intégré à l'exemple d'Alexis. Et si les deux enfants partagent le même syndrome – trisomie 21 – leur trajectoire respective est totalement différente. Pour Sacha, aujourd'hui âgé de 9 ans, l'intégration s'est arrêtée après juste trois ans.

Depuis la rentrée de 2014, il suit sa scolarité dans une classe intégrée pour les élèves handicapés. Sacha a 2 ans et demi quand sa famille arrive de Bordeaux en Suisse. Il entre sans problème dans la crèche de l'Université, où travaille sa maman. Cela se complique pour le passage en première année primaire. «On nous a d'abord dit que tout serait possible. Et puis d'un coup, il a été décidé que Sacha ne serait intégré qu'à 50%.» Devant le fait accompli, la maman accepte, avec l'espoir de parvenir à faire en sorte que Sacha, au fil des ans, aille de moins en moins au centre spécialisé et de plus en plus en école ordinaire.

Mais l'intégration proposée ne correspond pas à ses attentes. Elle trouve que les apprentissages scolaires ne sont pas assez nombreux ni pointus. «Les objectifs visaient surtout une intégration sociale sans trop se préoccuper du scolaire. Il a par exemple été décidé que Sacha passe les matins en école ordinaire et les après-midis au centre médico-pédagogique, sans que l'horaire soit pris en compte. Du coup, une année Sacha n'avait tout simplement pas de maths. Et personne ne l'avait remarqué», raconte-t-elle. Pour elle, les deux univers, spécialisé et ordinaire, ne communiquent pas vraiment. «Ce que faisait Sacha au centre n'avait aucun lien avec ce qu'il faisait en classe ordinaire et vice-versa.»

Un combat au quotidien

Alors très tôt, l'intégration de son fils devient une sorte de combat. Du côté du CMP, elle se bat pour introduire des nouveaux critères de type scolaire. Du côté de l'école ordinaire, elle se bat contre le peu de pertinence de l'adaptation des exercices. «A force d'être simplifiés, certains devoirs ou tâches n'avaient plus vraiment de sens. J'ai aussi constaté que dans certaines branches, Sacha a eu les mêmes exercices trois ans durant. Comme s'il n'avait fait aucun progrès durant ces années», raconte-t-elle.

Cela était d'autant plus désespérant pour la maman de Sacha qu'à ses yeux l'intégration doit non seulement permettre à son fils de fréquenter des enfants de son âge, de partager leur manière d'être et leurs intérêts, mais aussi et surtout d'acquérir des compétences scolaires. «Il est essentiel que Sacha apprenne à écrire et compter. C'est important pour son autonomie, pour son avenir, notamment professionnel», dit-elle.

Elle cherche des alternatives. Dès la deuxième année, elle place Sacha dans un centre de thérapie cognitive les vendredis. Elle contacte des écoles privées pour sortir du système public. Elle envisage même la scolarité à domicile. Rien ne pourra se concrétiser. Et finalement, Madame Fouquet-Chauprade baisse les bras: depuis la rentrée scolaire de 2014, Sacha suit sa scolarité avec 5 autres camarades handicapés dans une classe intégrée.

La maman tient à souligner que la maîtresse fait un très bon travail. Dans cette classe, Sacha a fait de vrais progrès, notamment en mathématiques. Mais cette solution reste un échec pour la famille. «Pour moi, une classe intégrée n'est pas de l'intégration. Cette classe fonctionne plutôt en vase clôt. Sacha ne partage que quelques rares activités avec d'autres classes», dit la maman.

Pas sans une révolution

Philippe Bavarel, le papa d'Alexis, partage ce point de vue. «Les classes intégrées, c'est au mieux de l'intégration géographique. Mais en aucun cas de l'inclusion.» A ses yeux, cela ne peut répondre à l'injonction d'inclusion, telle que définit dans la loi genevoise sur l'intégration des enfants et jeunes à l'école – LIJPEP – votée en 2010. Cette loi demande de favoriser les solutions intégratives. Elle dit

que chaque enfant a sa place à l'école», aime-t-il rappeler. A son avis, il faut valoriser une relation forte entre l'école ordinaire et le spécialisé: «Pour l'instant, il s'agit de deux mondes différents. Et les rassembler demande une vraie révolution, une redéfinition de l'école.

«A force d'être simplifiés, certains devoirs ou tâches n'avaient plus vraiment de sens.»

La maman de Sacha le rejoint. Si les enseignants spécialisés étaient là pour soutenir les enseignants ordinaires et s'ils étaient tous formés à définir des objectifs scolaires pertinents et à faire des adaptations des exercices, les progrès faits par Sacha en classe intégrée seraient alors aussi possible en milieu inclusif. Et alors le parcours d'Alexis serait moins une exception. «Car il faut le rappeler, une telle intégration est rare. En majorité, elle reste problématique», souligne la maman de Sacha qui conduit une enquête sur le sujet pour insieme Genève*. Pour changer la donne, il faudra du temps. «Il faudra bien une génération», conclut Philippe Bavarel. ●

**Madame Barbara Fouquet-Chauprade connaît la question. Maître-assistante en science de l'éducation à l'Université de Genève, elle mène une étude sur l'intégration à Genève. Un premier compte rendu devrait être disponible cet été pour insieme Genève. Nous vous tiendrons au courant.*

«Un puzzle très complexe»

Les responsables de l'enseignement obligatoire à Genève (DGEO) se confrontent à la question de l'intégration scolaire. Depuis juin 2014, sous l'impulsion de la Conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) Anne Emery-Torracinta, le projet «Ecole inclusive» est en marche.

Madame Paola Marchesini, responsable du projet et également directrice générale adjointe de l'enseignement obligatoire à Genève (DGEO), nous a accordé un entretien. Vous le trouverez sur notre site internet.

Paola Marchesini y précise les objectifs du projet «Ecole inclusive», notamment celui de mieux faire collaborer entre elles les structures existantes. Elle revient également sur les témoignages du père d'Alexis et de la mère de Sacha. Consciente de l'ampleur de la tâche, elle parle d'un «puzzle très complexe» et confirme qu'il s'agit de faire une révolution. Elle parle même de plusieurs révolutions: culturelle, professionnelle et administrative.

Retrouvez l'entretien «Un puzzle très complexe» sur:

www.insieme.ch > Actuel > insieme Magazine > insieme Magazine 1-2015

Un puzzle très complexe

Entretien avec Paola Marchesini, directrice générale adjointe de l'enseignement obligatoire à Genève (DGEO) et responsable du projet «Ecole inclusive».

Le projet «Ecole inclusive» prend racine dans l'adhésion par le canton de Genève au concordat intercantonal sur la pédagogie spécialisée (entré en vigueur en 2011). Une «task force» en a élaboré les grandes lignes d'un concept. Depuis juin 2014, sous l'impulsion de la Conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) Anne Emery-Torracinta, le projet «Ecole inclusive» est en marche. Responsable du projet, Paola Marchesini, en explique les grandes lignes.

Propos recueillis par France Santi

Vous êtes responsable du projet «Ecole inclusive» à Genève. De quoi s'agit-il?

Le projet «Ecole inclusive» a pour objectif de maximiser le potentiel de chaque élève et de répondre aux besoins spécifiques avec des dispositifs et des structures adaptés. La pédagogie spécialisée est l'une des branches concernées, mais le concept va au-delà.

L'école inclusive a-t-elle pour objectif de mettre tout le monde à l'école ordinaire?

La question qui se pose est de savoir comment répondre au mieux aux besoins de chaque élève, quels que soient ses difficultés, son handicap, son potentiel et son parcours. Et cela autant que possible au sein de l'école ordinaire. Pour parvenir à un maximum de maintien dans l'ordinaire et d'intégration, notre objectif n'est pas d'abolir les structures existantes, mais de faire en sorte que ces structures collaborent mieux et plus, avant tout.

Il ne s'agit pas d'intégrer tout le monde. Il y a des élèves pour qui c'est très complexe et pour qui les structures spécialisées sont plus adéquates. On peut, par exemple, penser à des enfants polyhandicapés. Ceci est conforme et cohérent avec l'esprit de la Loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés de notre canton.

Quels sont les outils à disposition?

Un outil fondamental du projet est le PEI, soit le projet éducatif individualisé. Le PEI permet de poser les objectifs d'apprentissage pour chaque élève qui sont partagés par toutes les parties: enseignants, parents, enseignants spécialisés. Cet outil doit permettre une plus grande transparence et une meilleure collaboration entre les structures et donc une meilleure inclusion.

Cela veut dire aussi que l'école inclusive poursuit l'objectif de créer des équipes interdisciplinaires autour de l'élève.

Dans notre article*, les parents expriment leur scepticisme vis-à-vis de la collaboration entre les structures. Ils disent qu'il faudra une révolution et au moins une génération pour y parvenir.

Je les rejoins. Je parlerai même de plusieurs révolutions. Premièrement, une révolution culturelle, un changement de paradigme. Le cloisonnement entre les structures ne répond plus aux besoins actuels, les faire collaborer réellement et au quotidien est rendu difficile par le fait que le système genevois est construit depuis des décennies avec des structures spécialisées. Genève a été à la pointe de l'instauration de ces structures en faveur des élèves à besoins particuliers. Il s'agit d'une révolution professionnelle ensuite. Face à la diversité, l'enseignant ne peut plus agir seul. Il doit adopter une posture professionnelle nouvelle, soit pouvoir travailler en équipe pluridisciplinaire. Cela concerne tant le maître ordinaire que spécialisé. Ce dernier ne devrait pas, dans ce nouveau paradigme s'occuper uniquement de l'élève handicapé, mais travailler au sein de la classe, avec l'enseignant ordinaire. Ces nouvelles attitudes doivent être apprises dès la formation des maîtres ordinaires et spécialisés. La formation initiale doit aussi changer.

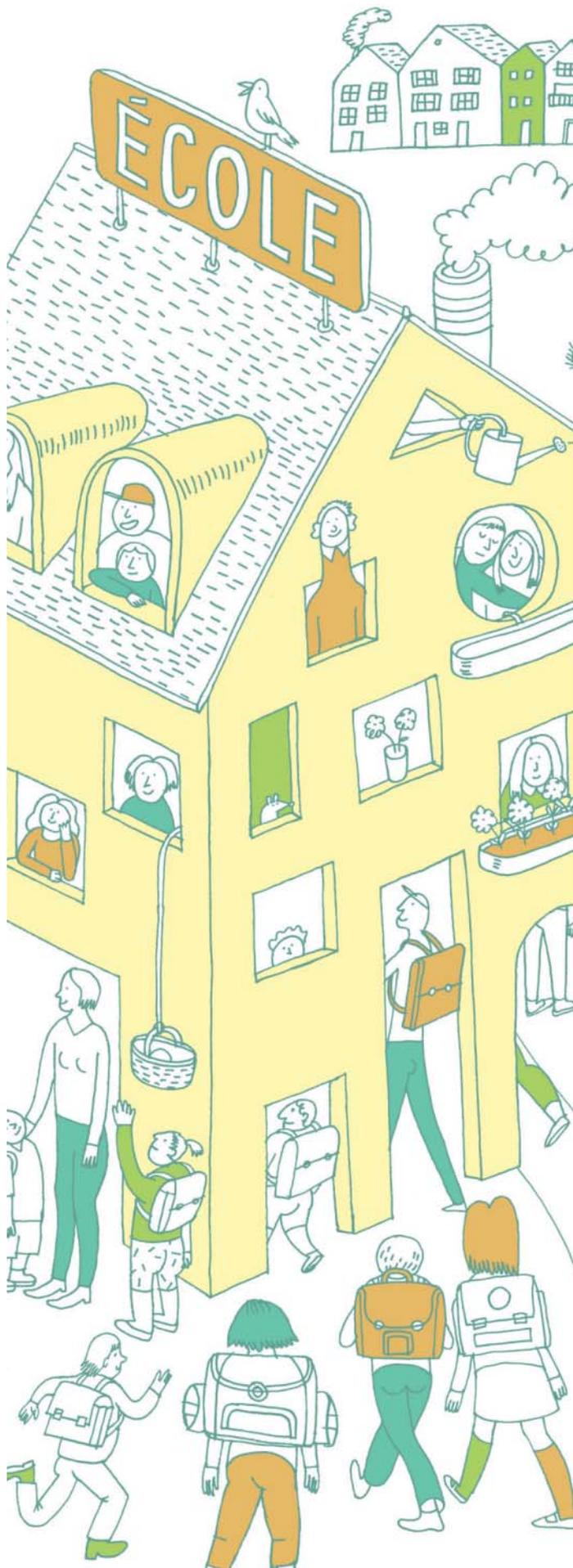
Quant aux assistants à l'intégration scolaire (ndlr. personnes qui accompagnent un enfant en intégration ou ayant des besoins particuliers au sein de l'école ordinaire) qui sont actifs depuis deux années scolaires mais qui, depuis 2015 sont stabilisés dans le fonctionnement de notre département, nous devons à terme varier les profils de compétences requis pour qu'ils puissent répondre à une plus large palette de besoins particuliers qu'actuellement. Par ailleurs, nous devons en augmenter le nombre.

La révolution est enfin administrative. L'organisation de l'école, très hiérarchique, ne prévoit que difficilement une collaboration transversale ou matricielle. Cette approche est pourtant indispensable si l'on veut agir de façon interdisciplinaire. Outre les collaborations, ce sont aussi les budgets qui doivent devenir plus flexibles.

Comme vous le voyez, c'est un puzzle très complexe que nous devons déployer à terme.

Dans nos entretiens, les parents soulignent que l'intégration reste une question de chance: soit on tombe sur les bonnes personnes, soit non.

Je ne suis pas surprise. Souvent, il manque un projet partagé et formalisé entre tous les acteurs. Comme je l'ai dit, l'outil PEI doit per-



mettre de construire ce projet commun en faveur de l'élève. Cet outil est encore mal ancré. Quand le cadre n'est pas clair, l'intégration reste une question de personnes – sa motivation, son intérêt et son investissement –, et non de système. Dans cette situation, les parents peuvent se sentir très seuls, mais les professionnels aussi, et leur enfant peu soutenu. Cela doit changer.

Toujours dans notre article, les deux parents interviewés voient plutôt d'un mauvais œil les classes intégrées, ces classes qui regroupent moins d'une dizaine d'élèves à besoins particuliers au sein d'un établissement ordinaire. Ils estiment qu'elles ne permettent pas une vraie intégration. Qu'en pensez-vous?

Je comprends les craintes. Mais ce système peut être magnifique, s'il est conduit correctement. Si la classe est juste «placée» dans un établissement, un peu comme un sous-locataire, alors mieux vaut s'abstenir. Cela n'apporte rien. C'est même discriminant. Par contre, ce système permet de vraies collaborations entre le spécialisé et l'ordinaire. Et quand cela se passe, c'est un réel plus: tous les élèves font vraiment partie de l'établissement scolaire.

Nous avons, par exemple, mis en place depuis deux ans un projet-pilote en école primaire. Les élèves partagent deux tiers de leur temps avec des classes ordinaires. Pour l'instant, l'action des enseignants spécialisés est centrée sur les enfants à besoins particuliers et cela suscite d'ores et déjà de belles collaborations. A moyen terme, il s'agit de viser à davantage mixer les équipes et les compétences: les maîtres spécialisés pourraient être là pour tous les élèves de l'établissement. Au final, cela représente un plus pour tous les élèves. Un projet-pilote similaire est conduit en cycle d'orientation.

Je crois qu'il y a de très belles choses et beaucoup de potentiel. Mais comme nous l'avons souligné, il s'agit d'un changement total de paradigme et cela demande du temps, des compétences, des ressources. C'est un chemin long mais magnifique que je me réjouis de parcourir.

*insieme Magazine 1-2015, pp. 14-16